

Questions orales

● (1125)

L'IMPORTATION DE DENRÉES AGRICOLES D'AFRIQUE DU SUD

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je ne doute pas de la sincérité du premier ministre. Je sais qu'il prend cette question très à coeur. Je tiens toutefois à dire au vice-premier ministre qui ne cesse de faire des comparaisons avec les gouvernements antérieurs que la question n'est pas là. L'Afrique du Sud est au bord de la guerre civile. Le vice-premier ministre comprendra, j'espère, que c'est terriblement grave.

Comme tous les partis de l'Opposition du Royaume-Uni demandent que Margaret Thatcher prenne des sanctions plus énergiques, pourquoi le gouvernement a-t-il renoncé à donner l'exemple en choisissant une option, la deuxième et la troisième sur la liste, qui consistent à ne plus importer de denrées agricoles d'Afrique du Sud et à interdire les investissements canadiens dans ce pays? Ne s'agit-il pas du genre de mesures concrètes que les personnalités éminentes, comme monseigneur Tutu, et tous les autres intéressés attendaient de la part du Canada?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Le député dit que le gouvernement a rejeté deux options. C'est inexact et il le sait. Les mesures prises par le gouvernement jusqu'ici sont très bien accueillies par...

M. Broadbent: Qui?

M. Hnatyshyn: L'opinion mondiale.

M. Nielsen: ... l'opinion mondiale et les médias, d'après tout ce que j'ai pu voir...

M. Broadbent: Par Ray Hnatyshyn.

M. Hnatyshyn: Vous brûlez.

M. Nielsen: ... ou lire. Je rappelle au député que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré ceci pas plus tard qu'hier:

Il est bien certain qu'il reste encore une vaste gamme de mesures économiques, et autres d'ailleurs, à prendre éventuellement contre l'apartheid. Nous avons dit très clairement que nous y aurons recours au besoin.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, nombreux sont ceux qui réclament l'intervention des gouvernements, y compris l'ancien premier ministre d'Australie, l'archevêque Tutu, l'Opposition unanime du Royaume-Uni, et même le Congrès des États-Unis qui présentera la semaine prochaine un projet de loi interdisant tout investissement américain en Afrique du Sud. Nous qui sommes membre du Commonwealth, allons-nous attendre que l'initiative vienne des États-Unis qui ne sont même pas membres du Commonwealth? Je supplie le vice-premier ministre d'amener le gouvernement à reconsidérer sa position en fin de semaine, à assumer le rôle traditionnel de leader que notre pays a toujours joué dans les affaires du Commonwealth, à prendre parti pour

la majorité noire et à annoncer de rigoureuses sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): A entendre le député, monsieur le Président, on croirait que nous n'avons rien fait de tout cela. Le fait est que le gouvernement a pris une longue avance dans le rôle de leader qu'il assume dans cette affaire.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: C'est exactement le rôle que nous continuerons de jouer.

[Français]

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE NE PAS ATTENDRE AVANT D'AGIR

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, à mon avis le drame n'a pas lieu qu'en Afrique du Sud, mais ici même au Canada où le gouvernement prétend avoir pris des mesures suffisantes. Pour ma part, je crois que ces mesures pusillanimes, et je ne suis pas le seul à le penser, des milliers de Canadiens le croient, envoient un message à l'Afrique du Sud et au monde entier à l'effet que le gouvernement canadien est prêt à attendre plutôt qu'à agir immédiatement.

Et je veux demander ceci au vice-premier ministre: Vu que la situation se détériore à la vitesse de la lumière, est-ce la position du gouvernement que la situation en Afrique du Sud peut attendre la réunion du mois d'août des pays du Commonwealth?

[Traduction]

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le député tente de donner l'impression que le gouvernement ne fait rien. C'est totalement absurde. Tout le monde peut constater les mesures que le gouvernement prend ou a déjà prises pour jouer son rôle de leader. La surveillance est, bien sûr, un processus continu. Cette surveillance se fait déjà et si d'autres mesures s'avèrent nécessaires, elles seront prises. Je ne sais pas comment on pourrait être plus clair pour réussir à faire comprendre le message au député.

[Français]

ON SUGGÈRE QUE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE PRENNENT DES MESURES PLUS ÉNERGIQUES

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Donc, cela peut attendre au mois d'août, si je comprends bien. Néron joue du violon pendant que Rome brûle!

Ce que je veux demander au vice-premier ministre, c'est que vu la présence aujourd'hui du vice-président Bush des États-Unis que je salue, est-ce que le gouvernement va saisir cette opportunité pour demander aux États-Unis de prendre immédiatement des mesures plus énergiques dès maintenant dans le dossier de l'Afrique du Sud?